

1^{er} jet pour en discuter ensemble

Refusons les contrôles de l'administration agricole POUR EN FINIR AVEC LA GESTION PAR LES NORMES

L'appauvrissement des sols, l'hécatombe des races rustiques, la contamination généralisée par les pesticides, la dissémination des OGM, l'éradication des paysans, l'agriculteur devenu simple intendant d'exploitations robotisées et connectées, un marché mondialisé qui impose des prix toujours plus dérisoires, etc.

L'évolution de l'agriculture dans nos contrées depuis soixante ans oblige à reconnaître que nous subissons une accélération de l'industrialisation, et de ses effets, hors de tout contrôle.

L'intervention publique, qu'elle soit à l'initiative de l'État français ou de l'Union Européenne, tente pourtant de nous convaincre du contraire. Les politiques de « sécurité sanitaire ou environnementale » se multiplient depuis vingt ans en guise de démonstration d'une parfaite maîtrise de la situation.

L'angoisse et la peur sont désormais les affects les plus communément partagés par des consommateurs avides de « transparence » mais qui n'ont pas encore les outils technologiques adéquats pour mesurer les quantités de salmonelle, d'antibiotique, de pesticide, d'OGM, de viande de cheval, d'hormone de croissance, de prion..., au moment où il s'agit de faire subir à leurs organismes l'ingestion d'un bœuf bourguignon qu'ils viennent de concocter avec un appétit pour le moins contrarié.

Le niveau d'anxiété alimentaire est devenu le critère le plus pertinent pour caractériser le degré de « développement » d'une société, plus sûrement que le PIB. Proportionnelle au degré de dépossession des individus à l'égard de l'assouvissement des besoins les plus élémentaires, l'anxiété est ce qui légitime toujours plus le rôle de l'État. La catastrophe en guise de mode de vie a donc trouver son pendant en terme de gouvernance : assurer coûte que coûte la « cohésion sociale ». A l'instar du changement de dénomination des « directions des services vétérinaires » désormais « directions de la cohésion sociale et de la protection des populations » cette ambition structure désormais les politiques agricoles. Depuis vingt ans, la gestion de la peur, largement attisée par l'État, se traduit par des politiques de gestion *par* les normes.

Ces normes, qu'elles soient « sanitaires », « environnementales » ou garante du « bien-être animal », ont envahi les activités agricoles à un point où la lucidité de quelques éleveurs en lutte contre l'obligation d'apposer des boucles électroniques aux oreilles de leurs animaux les amène à se demander « *à qui appartiennent nos troupeaux ?* ».

La réponse s'impose chaque semaine avec violence quand l'État s'autorise à équarrir des troupeaux entiers pour non-conformités à l'égard de ces normes ou, quand, magnanime, il se satisfait pour les mêmes manquements de supprimer autant les subventions que le droit de vendre les animaux.

Jérôme Laronze, éleveur de vaches allaitantes en Saône et Loire, en a fait les frais le 20 mai 2017 en payant de sa vie cet acharnement étatique à rassurer le chaland. Les balles des gendarmes ont éteint à jamais la contestation qu'il portait en ces termes : « *L'hyper administration n'apporte rien aux agriculteurs, sinon de l'humiliation et des brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands et aux intermédiaires. Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra-réglementation qui conduit à une destruction des paysans.* ». Jérôme Laronze, tué pour avoir refusé de mettre des boucles aux oreilles de ses vaches...

Ce meurtre d'État nous rappelle que cela fait bien longtemps que ces normes

sont bien pire que risibles et absurdes. Elles n'ont de fait jamais répondu à leurs ambitions affichées. Vingt ans de programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricoles ont conduit à l'été 2017 à un record de développement d'algues vertes sur les plages bretonnes. Dix ans de réglementations devant diminuer la quantité de pesticides déversés dans les champs ont réussi la gageure d'augmenter de 10000 tonnes leur consommation annuelle en France. Les dispositifs de « traçabilité » n'ont pas plus empêché les scandales alimentaires, tout au plus permettent-ils de les rendre visibles après coup. Il faut croire que l'efficacité de cette gestion *par* les normes est ailleurs.

Elle se mesure plus précisément en regardant les bénéficiaires de cette politique et ceux qui les subissent de plein fouet. Depuis vingt ans les mises aux normes ont été l'occasion de subventionner grassement les plus grosses exploitations capitalistes quand la plus grande partie des petites fermes ont dû mettre la clé sous la porte faute de pouvoir suivre cette course infernale à l'investissement et à l'endettement. Dans le même temps les savoir-faire paysans se sont trouvés prohibés au profit de procès de fabrication industriels, les seuls à pouvoir répondre aux exigences normatives. L'industrialisation accélérée, de même que la concentration capitaliste, sont ainsi les seuls résultats probants de cette gestion *par* les normes. L'agriculture biologique, agriculture normée par excellence, n'y échappe pas. Les robots désherbeurs-ramasseurs, largement subventionnés sous couvert de « sécurité environnementale » et de « santé au travail », promettent déjà de faire de chaque ferme bio une usine automatisée.

On comprend ainsi mieux l'emballage du directeur du groupe Avril, plus grosse multinationale de l'agro-alimentaire estampillée « made in France », face aux nouvelles normes de bien-être animal en élevage de poules pondeuses qui s'imposeront en 2020. A distance des discours démagogiques de la FSNEA qui déplorent la surenchère normative, ce chef d'industrie a bien compris que ces normes allaient opérer une sélection salutaire chez les producteurs. Une nouvelle fois les élevages les plus modestes ne pourront engager de nouveaux investissements laissant le marché se partager entre toujours moins d'élus. Pour ne rien gâcher de son plaisir, l'interdiction de l'élevage de poules en cage ne changera rien à la logique concentrationnaire de ces pratiques industrielles, réduisant le bien-être animal à une simple image publicitaire.

Nous le comprenons trop tardivement, mais cela fait bientôt vingt cinq ans que les normes sanitaires et environnementales sont devenues les outils essentiels des mécanismes de régulation des marchés internationaux. Loin d'être le moyen privilégié pour endiguer les dégâts du productivisme, dès 1994 l'Organisation Mondiale du Commerce en a fait l'arme de guerre commerciale unique. Les parts de marché se gagnent aujourd'hui autant par une course à l'investissement imposée que par une négociation permanente des « barrières douanières non-tarifaires ». Derrière ce jargon technocratique il s'agit de protéger les marchés intérieurs ou de conquérir des marchés extérieurs à coup de normes. La « sécurité sanitaire et environnementale » trouve alors une deuxième fonction par un jeu d'affichage publicitaire dédié à réguler la paix sociale quand tout nous échappe.

Le pire ne serait sans doute pas atteint si ces normes n'étaient pas défendues par ceux-là même qui

prétendent s'opposer à l'industrialisation de l'agriculture. La gauche paysanne comme l'écologisme dans son ensemble forment aujourd'hui le lobby le plus actif pour démultiplier les réglementations illusoires et imposer la « traçabilité » comme garante de la « qualité ». Le travail de l'association L214 en est l'incarnation la plus actuelle. Les vidéos de l'horreur industrielle ne participent en rien d'un affaiblissement du modèle productiviste. C'est au contraire l'occasion pour les empires agro-industriels d'opérer un *reliftage* en concentrant toujours plus la production.

Seule l'industrie a besoin de normes, pour peaufiner son mensonge ! Défendre nos fermes, nos pratiques et nos savoir-faire impliquent toute autre chose. Confiance et solidarité doivent se construire au ras de nos réalités, dans une lutte que nous entendons poursuivre contre l'administration de nos vies et l'industrialisation de nos conditions d'existence.

Pour l'heure, nous avons décidé de privilégier les contrôles dans les fermes comme moyen d'amplifier un rapport de force. Il s'agit de délégitimer le rôle de l'État dans sa prétention à protéger l'intérêt général et de dénoncer sa vocation de toujours : être le bras armé du capital. À l'instar de la lutte contre le puçage des brebis, il nous faut rétablir un rapport de force avec l'administration en organisant une présence collective sur les fermes lors des contrôles. Cette présence a le mérite de rompre avec l'humiliation, le sentiment d'impuissance et d'isolement. Mais compte tenu de la situation, nous devons aller plus loin. **Il nous faut désormais refuser les contrôles collectivement et s'assurer qu'aucune sanction n'en résulte.**

Les solidarités doivent se construire autant entre agriculteurs qu'avec celles et ceux qui mangent ce que nous produisons. La confiance ne se gagne pas passivement. La liberté encore moins.

Collectif de paysans hors-contrôles de l'Est du Morbihan